

Brochure n° 3198

**Convention collective nationale**

IDCC : 29. – **ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS D'HOSPITALISATION,  
DE SOINS, DE CURE ET DE GARDE À BUT NON LUCRATIF**

---

ADHÉSION PAR LETTRE DU 1<sup>ER</sup> DÉCEMBRE 2009  
DU SNALESS À LA CONVENTION

NOR : ASET1050172M

IDCC : 29

---

Paris, le 1<sup>er</sup> décembre 2009.

*Le syndicat national des associations laïques employeurs du  
secteur sanitaire, social, médico-éducatif et médico-social  
(SNALESS), 80, boulevard de Reuilly, 75012 Paris, à la  
direction générale du travail, 39-43, quai André-Citroën,  
75902 Paris Cedex 15.*

Monsieur le Directeur général,

Par la présente et conformément aux dispositions de l'article L. 2261-3 du code du travail, nous vous transmettons ci-joint la déclaration d'adhésion de notre organisation syndicale à la convention collective nationale des établissements privés d'hospitalisation, de soin, de cure et de garde à but non lucratif du 31 octobre 1951, ainsi qu'à tous ses avenants. Cette adhésion a été notifiée à l'ensemble des syndicats signataires de la convention collective et de ses avenants.

Vous en souhaitant bonne réception, nous vous prions de croire, Monsieur le Directeur général, en l'assurance de nos sentiments respectueux.

*Le président.*

## ANNEXE

---

### EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DU SNALESS DU 14 OCTOBRE 2009

Après avoir entendu l'exposé du vice-président sur l'adhésion aux conventions collectives et sur proposition du président, le conseil d'administration décide :

- d'actualiser les démarches légales et réglementaires d'adhésion de notre syndicat :
  - à la convention collective nationale de travail des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées du 15 mars 1966 et ses avenants dans son état actuel ;
  - à la convention collective nationale des établissements privés d'hospitalisation, de soin, de cure et de garde à but non lucratif du 31 octobre 1951 et ses avenants dans son état actuel ;
- de mandater son président pour mener à bien les démarches afférentes.

Cette proposition est adoptée à l'unanimité des administrateurs présents.

Fait à Paris, le 18 novembre 2009.

*Le secrétaire général,*

*Le président.*